

SOUFFRANCE AU TRAVAIL : LA RATIONALISATION DU TRAVAIL CONTRE LE SUJET PARLANT

*Mireille Bruyère, Maître de conférence en Sciences Economiques, Université de Toulouse
Jean Jaurès*

et

*Sandrine Lasserre, psychologue clinicienne et Doctorante en psychologie clinique à
l'Université de Toulouse Jean Jaurès*

Introduction

La montée des phénomènes de « souffrance au travail » ou de « risques psychosociaux » a été suivie d'une multiplication des tentatives d'explications et d'analyses de ces phénomènes qui rendent ces vocables fortement polysémiques. Une grande partie de ces analyses laissent de côté les logiques institutionnelles du capitalisme. Elles insistent alors seulement sur l'inadéquation du management à l'œuvre avec la possibilité d'informer sur les « bonnes pratiques » managériales. A l'opposé de ces analyses, nous soutenons ici que ces phénomènes de souffrance au travail s'inscrivent pleinement dans les logiques institutionnelles de nos sociétés capitalistes, au sens où le capitalisme peut être interprété comme une rationalisation du travail et du monde. Ces phénomènes signalent les nouvelles formes d'aliénation dans un capitalisme financiarisé. La crise des années 70 marque une crise de cette rationalisation avec la baisse des taux de croissance et des gains de productivité. Depuis lors, les institutions du capital ont développé de nouveaux moyens techniques et politiques pour poursuivre encore la rationalité et la productivité du travail par d'autres voies. La principale est la rationalisation du langage. La souffrance au travail est le prix d'une tentative d'élimination de l'humain comme sujet parlant dans le processus de production.

1. Les dynamiques institutionnelles du capitalisme

La pensée économique s'autonomise à la fin du 18^e siècle de la philosophie politique par afin de devenir une science de l'efficacité productive indépendamment des finalités politiques de la production de richesse. La définition standard de la science économique est celle d'une science de « l'allocation optimale des ressources rares à des besoins illimités ». Il s'agit donc d'une science de lutte contre le gaspillage, les pertes ; une science de lutte contre la rareté. Sa légitimation historique et sociale s'est incarnée dans la croissance économique et l'augmentation de la productivité du travail. La productivité est le rapport entre la valeur de la production et les moyens mis en œuvre pour produire. Ainsi définie, la productivité augmente lorsque la valeur de la production augmente et/ou lorsque la quantité de travail utilisé diminue.

Dès la naissance de l'Économie politique, dont Adam Smith (1723-1790) est réputé être son fondateur, le travail acquiert une place centrale dans la pensée économique et dans la société capitaliste naissante. Historiquement, le travail est devenu un candidat adéquat pour relever le défi politique que se propose l'Occident : par le progrès indéfini de la Raison faire reculer la rareté des moyens de subsistances que nous offre la Nature. Les premiers penseurs classiques du 19^{siècle} tel Adam Smith et Ricardo ainsi que les penseurs marxistes tel Karl Marx ont identifié le travail comme la seule activité humaine capable de produire la valeur économique. Pour Marx, cette valeur économique est même capable de contenir une plus-value, c'est à dire de produire une valeur économique supérieure à la valeur économique détruite lors de la production (la valeur de la consommation des travailleurs). C'est bien cette conception particulière du travail : sa capacité productive croissante, qui va conduire à l'invention historique de la centralité du travail dans les sociétés capitalistes naissantes. En effet, sans plus-value, c'est à dire sans croissance de la valeur économique, pas de croissance économique¹, et sans croissance économique pas d'incarnation concrète du projet occidental d'une expansion illimitée de la maîtrise rationnelle comme synonyme de progrès.

En suivant C. Castoriadis², le capitalisme ne se définit pas par sa constitution en classe (prolétaire et capitaliste) découlant de la propriété privée des moyens de production. En effet, la division de la société en classe existe bien avant le capitalisme. Nous définirions le capitalisme par son projet d'expansion illimitée de la maîtrise rationnelle. Ce projet traverse toutes les institutions de notre société. Il est la visée imaginaire de notre société. Il est ce vers quoi nous nous imaginons collectivement tendre. Cette « signification imaginaire » doit nécessairement s'incarner, se matérialiser de quelques manières que ce soit. Sinon l'imaginaire social ne trouve pas de débouchés dans le réel et ne peut se maintenir à l'identique. Cette matérialisation, cette incarnation historique est celle de la croissance de la productivité du travail. C'est bien parce que nous maîtrisons toujours plus de phénomènes physiques mais aussi sociaux que notre productivité s'élève, que notre efficacité productive croît et permet ainsi la croissance économique, la croissance des richesses produites. La productivité du travail est l'incarnation économique d'une volonté de rationalisation du monde. La rationalisation capitaliste n'est pas une simple adéquation entre la fin et les moyens. Elle est une « extrémisation » quantitative c'est-à-dire une maximisation de la valeur économique conduite avec une minimisation des moyens engagés dans la production. Il s'agit donc fondamentalement d'une lutte contre le travail humain ontologiquement non maîtrisable à la différence des machines. C'est pour cette raison que la productivité du travail est l'indicateur central des économies capitalistes, celui qu'il s'agit de maximiser.

Nous voudrions montrer que la transformation du capitalisme en un capitalisme globalisé et financiarisé signale une modification profonde dans les moyens mis en

1 Actuellement, la croissance économique est la croissance du Produit intérieur Brut des activités marchandes et non marchandes.

2 C. Castoriadis « La « rationalité » du capitalisme » Dans « Quelle démocratie ? » Tome 2, Ed du Sandre p627-656.

œuvre pour maximiser la productivité. La crise des années 70 marque la survenue de nouvelles limites politiques, matérielles et écologiques pour faire croître la valeur économique produite. Depuis lors, les institutions du capital ont développé de nouveaux moyens techniques et politiques pour continuer de minimiser la quantité de travail engagé dans la production. Cette modification des moyens de la rationalité conduit à accélérer encore le processus à l'œuvre dès la naissance de capitalisme : l'élimination de l'humain comme sujet parlant et agissant dans le processus de production. Cette dernière étape s'attaque à la parole et au corps du travailleur.

2. Imaginaire et institutions de la productivité du travail

Le concept clé pour penser les transformations du travail dans le capitalisme est l'imaginaire social³. Cet imaginaire social est « l'expansion illimitée de la maîtrise rationnelle ». Il traverse deux ensembles d'institutions centrales pour notre société : les institutions du travail et les institutions du capital. De manière simple, nous définissons une institution comme un système de règles et de sanctions poursuivant un projet humain et soutenu par un imaginaire social. Karl Polanyi écrivait « Les institutions sont les incarnations d'un sens et d'un projet humain. »⁴

Mais ce n'est pas suffisant pour comprendre les dynamiques à l'œuvre dans le néolibéralisme et la financiarisation de la société qui tente de liquider le travail comme activité aux prises avec le réel. La dimension fonctionnelle des institutions est évidente. L'institution a toujours une fonction, celle de répondre à certains besoins humains. Le problème immédiat est que nous ne pouvons pas avoir accès directement aux « besoins réels », que cette réalité là nous échappe car ces derniers ne se réduisent jamais à nos besoins biologiques. Ces besoins réels sont donc historiquement et socialement construits. Pour cela, les institutions humaines ont bien des fonctions (répartir la richesse, protéger les enfants etc.) mais ne peuvent jamais s'y réduire complètement. Elles remplissent tant bien que mal leur fonction par un réseau symbolique sanctionné.

Mais les institutions ne peuvent se réduire à un réseau symbolique car sinon on ne peut comprendre comment elles se transforment, se développent ou périssent. Nous ne pouvons comprendre l'histoire des institutions et de enjeux politiques actuels sans prendre à considération la dimension imaginaire des institutions. Cette dimension véhicule le sens de nos institutions, leurs significations sociales. Toute institution est traversée par une recherche de sens, une visée, une orientation imaginaire. C'est cette visée qui déplace, transforme les institutions. Elles les autonomisent par rapport à leurs fonctions explicites initiales. Nous supposons qu'une visée centrale de nos institutions est le développement de la maîtrise rationnelle comme « extrémisation ».

3 Cette conceptualisation de l'institution est celle de C Castoriadis (ISS p159 et suivantes)

4 Karl Polanyi « La grande transformation » Gallimard 1983 p326

Deux grands ensembles d'institutions structurent notre société : les institutions du travail et les institutions du capital.

2.1 Les institutions du capital et la promesse de puissance

Ces institutions incarnent le projet de maîtrise rationnelle par l'accumulation du capital. Cette accumulation s'offre comme **une promesse de puissance**. Ces institutions garantissent en particulier la propriété privée du capital, les règles de la concurrence et le financement du capital. Durant les trente glorieuses ces institutions parvenaient relativement bien à produire une accumulation du capital productif c'est-à-dire un développement des moyens de production. L'accumulation du capital productif n'est possible qu'à la condition que le capital consente à s'investir dans le processus de production réel. La caractéristique principale des institutions du capital des trente glorieuses est celle de sécuriser cet investissement. Car pour le capital sous forme monétaire, l'investissement est une véritable plongée dans le réel et l'incertitude. Le financement majoritairement bancaire et encadré par l'État est un premier élément de stabilisation et de sécurisation⁵. Les politiques industrielles, la faible ouverture Internationale et des marchés financiers peu développés ont contribué à soutenir un rythme d'accumulation du capital productif élevé. La rationalisation du travail passé avant tout par une organisation technique et **collective** du travail industriel autour de la machine. Mais sans la croissance de la consommation de masse et sans l'avènement d'une classe moyenne, cette accumulation du capital productif n'aurait pas pu être durable.

2.2. Les institutions du travail et la promesse d'abondance

Le projet d'expansion illimitée de la maîtrise rationnelle est aussi porté par l'idée d'une émancipation de l'homme vis à vis de la nature. Cette émancipation doit passer par un développement technique et une abondance matérielle nous mettant définitivement à l'abri du besoin et de la précarité. Ce projet d'émancipation s'est incarné de manière particulière dans les institutions du travail qui constituent le salariat (le droit du travail, la protection sociales et les conventions collectives). Il prend la forme **d'une promesse d'abondance**.

A la naissance du mouvement ouvrier au début du 19^e siècle, le travail est une question politique. Les travailleurs se pensent non pas comme des producteurs de richesses économiques mais comme des citoyens au travail. Il n'y a pas de séparation institutionnalisée entre l'économique et le politique. L'échec de la deuxième République française en 1848 va marquer la fin de cette conception politique du travail. En effet, pour le mouvement ouvrier et pour le marxisme naissant, le travailleur ne pourra prétendre à la fin de l'aliénation et de la domination du capital sur le travail qu'à la condition du développement « des forces productives » des travailleurs. Pour cela, il fallait accepter d'entrer dans la grande usine et de se soumettre à la « rationalisation » du travail, de son organisation. La révolution ne peut succéder au capitalisme qu'à la

⁵ L'engagement bancaire est contractuel et de long terme au contraire d'un investissement financier sur les marchés des capitaux.

condition au celui-ci ait porté jusqu'au bout ses propres contradictions : la socialisation des moyens de production par l'augmentation de la productivité du travail et la propriété privée des moyens de production. Il faut donc accepter temporairement de réduire le travail en simple activité créatrice de valeur économique. C'est la condition institutionnelle pour permettre la massification de la classe ouvrière dans l'usine et l'éveil de la conscience de classe. C'est une étape nécessaire pour que le « développement des forces productives », c'est à dire la productivité du travail conduite à une unification dans les manufactures, sur le lieu de travail, dans les conditions de vie, de la classe ouvrière. Cette séparation entre la dimension économique du travail et sa finalité politique permettra d'ouvrir l'espace d'un compromis historique entre la volonté de puissance du capital et la recherche d'abondance productive du travail. Ce compromis s'instituera sous la forme du salariat comme un échange d'une soumission à la rationalisation dans l'usine contre des garanties collectives.

Dans le salariat, le travailleur n'est plus un citoyen mais seulement un producteur de valeurs économiques qu'il faut de maximiser avec l'aide du capital qui incarne la technologie. Cet abandon de la dimension politique du travailleur sera « compensée » par une protection collective et à partir de 1947 par une croissance de son pouvoir d'achat.

Dans ces conditions historiques et institutionnelles, l'accumulation du capital et l'accroissement de la production des richesses matérielles ne sont possibles qu'à la condition d'une croissance de la productivité du travail. Ainsi la productivité du travail est l'espace du compromis historique au sein du capitalisme industriel.

La financiarisation actuelle du capitalisme trouve alors une explication dans l'épuisement des gains de productivité du travail et de la croissance économique apparus à la fin des années 1970. Durant cette décennie, les taux de croissance et des gains de productivité annuels passent respectivement d'une moyenne de 5% et 3 % par an à des valeurs inférieures à 2 % l'an. Ces valeurs sont encore tendanciellement à la baisse. Dans ces conditions productives, les taux de profit et les possibilités d'accumulation du capital productif s'épuisent elles aussi.

3. La survenue des limites de la productivité du travail

La première limite provient d'une saturation de la consommation de biens matériels. L'avènement de la consommation de masse de la classe moyenne dans les années 1960 sera un formidable accélérateur de la productivité. L'équipement des ménages en bien industriel (voiture et électroménager) trouve son point culminant dans les années 70. Ce type de consommation ne pouvait que rencontrer une limite bio-physique puisque la « consommation » ou utilisation de ces biens demandent du temps et de l'espace et que ces deux « dimensions » sont par définition limitées. Dès lors, la croissance quantitative du secteur automobile et plus généralement le secteur des biens industriels vont fléchir. Cela s'accompagnera d'ailleurs d'une accentuation de la critique de la consommation matérielle comme instrument du bonheur. Des phénomènes de « contre-productivité » se font jour dès la fin des années 70. La contre productivité est un concept présenté par

Ivan Illitch liés « aux limites du corps humain, des rythmes sociaux et de l'espace vital »⁶. À partir d'un certain niveau de productivité, la tentative technique d'en augmenter encore le niveau conduit finalement à sa baisse. A titre d'exemple, Ivan Illitch montre que la vitesse dit « généralisée » de la voiture américaine est de 6 km par heure, moins que celle d'un vélo. Même si ces phénomènes de « contre-productivité » sont dépendants de la catégorie sociale des individus, leur généralisation est la conséquence de l'utilisation de plus en plus massive de systèmes technologiques de plus en plus complexes et peu maîtrisables par les utilisateurs.

La deuxième limite est celle de la biosphère. Dans les années 70, les changements géopolitiques et la décolonisation vont rendre plus visible l'importance de la consommation d'énergie et des ressources naturelles dans l'accroissement de la productivité du travail et dans la croissance économique. Dès le fameux rapport Meadows en 1972 justement intitulé « *The Limits to Growth* »⁷, de nombreuses analyses tentent de montrer que l'idée d'une croissance économique infinie est impossible dans le monde physique fini dans lequel nous habitons. Au niveau économique, ces changements géopolitiques et la raréfaction des ressources naturelles vont conduire à renchérir le prix de l'énergie, en particulier du pétrole. Ces nouvelles conditions d'exploitation d'un facteur essentiel qu'est l'énergie vont contribuer à affaiblir le potentiel de croissance et de productivité du travail.

La troisième limite est la plus importante pour la question qui nous occupe ici. Il s'agit de celle concernant la limite de l'exploitation des travailleurs. Cette limite n'est pas matérielle. Elle provient d'un surgissement de la résistance des travailleurs face à leur réification dans la machinerie industrielle à la fin des années 60.

En effet, dans le temps qui suit la seconde guerre mondiale jusqu'aux années 70, contexte d'essor industriel où la production de masse devient la norme, dans les ateliers, le chronomètre exprime la rationalisation à l'œuvre dans l'organisation du travail. Une forte croissance associée à l'idée de progrès partagée, abrite alors le compromis social entre travail et capital. Mais quand le taylorisme se prévaut d'être le système qui se fonde sur le travail déqualifié, le travailleur-producteur-consommateur prend de la voix : travailler oui, mais pourquoi faire ?

Cette question liée au sens du travail prend corps en mai 68 dans la révolte des étudiants du quartier latin d'une part et dans le mouvement de grève des ouvriers dans les entreprises d'autre part : les conflits au travail vont se répandre en revendications, comme traînée de poudre, pour une réappropriation de l'organisation du travail⁸ par le savoir ouvrier.

6 I. Illich 2004 « Energie et Equité» dans *Œuvres complètes*, Volume 1, Fayard 2004 p 379-448 (réédition 1974). p385

7 D. Meadows et al, 1970 « Halte à la croissance ? Rapport sur les limites de la croissance » MIT commandé par le Club de Rome

8 Cf les LIP en 73.

Cette « *crise du travail* » est si massive qu'elle inquiète les milieux patronaux qui s'effraient d'un « *fléchissement des motivations* »⁹, d'un refus du travail, d'une contestation systématique de la hiérarchie. Et puis la résistance des ouvriers contrevient à la productivité, voir l'entrave, car la montée de la conflictualité provoque une augmentation du contrôle, lequel fait baisser la productivité totale du travail : il faut en effet plus de travailleurs (ouvriers et contremaîtres) pour faire la même chose.

Nous connaissons la sortie : les accords de Grenelles¹⁰.

Mais s'ils sont d'abord obligés de lâcher du lest afin que le travail reprenne, dans le même temps, côté patronal, un virage se prend qui se lira dans les choix de politique managériale dont nous parlerons plus loin.

Souvent oubliée dans la littérature socio-économique, cette période de « crise du travail » est pourtant un danger majeur pour les institutions du capital : d'une part par son ampleur, elle est internationale, et par sa profondeur d'autre part car elle émerge d'une multitude de lieux de travail. Cette conflictualité touche la condition de l'accumulation du capital c'est à dire la maîtrise du processus de production et par sa forme décentralisée elle n'est pas contrôlable via les appareils syndicaux distancés¹¹. Elle est une alerte sérieuse.

3. L'Etat fort au service de l'avènement du néolibéralisme

Les institutions du capital vont répondre à la faveur de la mondialisation pour « dissoudre » ce problème. Il fallait donc coûte que coûte maintenir la possibilité d'une expansion illimitée de l'accumulation du capital malgré la survenue des limites à la productivité.

Nous aurions pu profiter de cette crise de la productivité du travail pour questionner le sens de nos institutions économiques : avons-nous encore et toujours besoin d'augmenter notre efficacité productive ? Mais ces limites n'ont pas été interprétées comme des occasions de renouveler notre projet démocratique et de questionner le sens de la production et du travail. Bien au contraire, face à ces limites, les élites économiques et politiques ont tout mis en œuvre pour les outrepasser. A la faveur d'une démocratie déjà largement entamée par une représentation de plus en plus séparée de la société et portée par l'imaginaire d'une expansion illimitée de la maîtrise rationnelle, les exécutifs des Etats de plus en plus autonomes vis à vis des parlements ont mis en place une

9 OCDE, 1972 « Les nouvelles attitudes et motivations des travailleurs » 61 p. (Rapport d'une réunion d'experts patronaux qui s'est tenue à Paris du 24 au 26 Mai 1971)

10 Les patrons sont acculés : avec les accords de Grenelle, les acquis envisagés sont sans précédents depuis la libération (augmentation du smig de 35%, des salaires de 10%, création de la section syndicale d'entreprise, une quatrième semaine de congés payés etc.).

11 En ce sens qu'un compromis devient alors plus difficile au niveau national entre syndicats centralisés et organisations patronales.

politique de liquidation technologique de ces limites par la financiarisation.

C'est ainsi que dans les années 80, le néolibéralisme a pris le pas. Le marché est passé au-dessus du politique, le transcende. Reste le pouvoir brut de l'organisation : c'est à dire qu'il n'y a plus rien au-dessus des traités, qui distillent l'automaticité funeste des règles. Il s'agit du cadre qui a pris place. Et dans ce cadre là, les institutions qui découlent de cet inversement de position se révèlent ni discutées, ni discutables et se déposent dans notre monde comme ce qui se veut être un horizon indépassable pour les sujets qui l'habitent.

4. La construction politique de la liquidité du capital et des marchés financiers

Pour les élites politiques, la baisse du taux de profit était l'indice explicite que l'État social et ses politiques nationales de productivité-revenus-demande de masse étaient allés trop loin dans leur développement. La contrainte qu'exercent les États sociaux sur la mobilité du capital était jugée trop forte, empêchant ce dernier de se déplacer facilement des secteurs technologiquement déclinants et donc peu rentables pour aller vers les secteurs novateurs et plus rentables. C'est avec cette fable scientifique et techniciste, que les États vont s'engager dans une vaste politique de libéralisation financière. Pour la pensée économique standard, la concurrence améliore *toujours* l'efficacité. Il fallait donc introduire le plus possible la concurrence sur le marché des capitaux pour augmenter son efficacité c'est-à-dire le taux de profit. Les possibilités « d'investissement » doivent alors être mises en concurrence par une plus grande mobilité des capitaux.

Il fallait construire un marché unique des capitaux pour améliorer cette rentabilité du capital. Sur ce marché des capitaux, l'autre nom des marchés financiers, il y a une offre et une demande de capitaux.

L'offre de capitaux est constituée par l'épargne des ménages collectée par les fonds d'investissements et autre fonds de pension et par l'épargne d'autres entreprises. Comme cette épargne n'est pas suffisante en général, les offreurs de capitaux peuvent avoir recours à l'endettement auprès des banques pour augmenter leur offre.

La demande de capitaux est constituée par les entreprises et les États. Ils représentent des investissements productifs réels (publics ou privés).

Or, il y a une contradiction fondamentale entre l'essence de l'investissement productif et l'essence de la concurrence entre investissements. L'investissement productif suppose la durée et l'incertitude, tandis que la concurrence entre investissements suppose que l'on puisse passer facilement d'un investissement à l'autre. Cette possibilité de mobilité, c'est la liquidité des capitaux¹². La liquidité d'un actif ou d'un investissement est la possibilité pour son détenteur de le vendre vite et à tout moment. Mais vendre c'est se retirer de l'investissement réel, celui qui demande de la durée et produit de l'incertitude, se retirer pour fuir vers une forme de richesse liquide beaucoup plus sûre : la monnaie. La recherche de liquidité est donc un acte profondément pleutre et antisocial. La liquidité

12 La liquidité est obtenue par la concurrence, elle suppose une parfaite mobilité des capitaux.

est la capacité d'un investissement à se transformer rapidement en monnaie, actif le plus liquide. Cette liquidité mesure le degré de « sécurité » d'un investissement. Plus un investissement est liquide, plus l'investisseur peut fuir vers la monnaie en cas de doute en vendant facilement son titre. Un investissement liquide est donc bien un oxymore. Il faut une institution pour faire tenir ensemble ces deux termes contradictoires : investissement et liquidité. Il faut une institution qui soit chargée de donner des prix¹³ aux investissements pour permettre le passage rapide entre monnaie et investissement productif réel. Ainsi, « la liquidité est le produit d'une invention institutionnelle : les marchés financiers organisés »¹⁴. Plus les marchés financiers seront développés et plus la liquidité des investissements sera grande, car un vendeur aura toujours plus de chance de trouver un acheteur quelque part dans le monde. La liquidité disparaît donc dès que tous veulent vendre, c'est ce qu'on appelle une crise de liquidité.

Depuis leur naissance au 19^e siècle, les marchés financiers ont toujours permis de « sécuriser » la déchéance du capital en déguisant les investissements en actifs liquides. Comme la monnaie, les marchés financiers en créant la liquidité des investissements, portent en eux « l'illimitation » en germe. La liquidité est le refus d'investir dans la durée. Avec les marchés financiers, « nous ne supportons plus la durée »¹⁵. Comme la monnaie, la liquidité est le signe de l'angoisse face à l'incertitude. Comme la monnaie, elle porte en elle une dimension destructrice lorsqu'elle se déploie sans contrôle politique. Mais ceux sont bel et bien les politiques menées dans les années 80 qui ont permis que l'illimitation en germe de la liquidité devienne une véritable dévastation sociale. En abandonnant la souveraineté politique sur la monnaie et en développant les marchés financiers, elles ont libéré la puissance destructrice de la monnaie et de la liquidité.

La construction politique des marchés financiers a consisté durant les années 80 et 90 à orienter l'épargne vers les marchés financiers afin de les alimenter en capitaux, en particulier celle, considérable, des fonds de pension américains. Il fallait ensuite détourner les besoins de financement des investissements vers les marchés financiers afin de les alimenter en demande de capitaux. Ce sera le rôle des banques centrales qui sous le prétexte de lutter contre l'inflation vont conduire les politiques monétaires restrictives. Ces politiques consistent à augmenter les taux d'intérêts à des niveaux exorbitants rendant impossible le financement bancaire des investissements. Les entreprises vont alors se tourner vers les marchés financiers pour leurs nouveaux investissements. Les vagues de privatisation des grandes entreprises nationales viendront ensuite alimenter les marchés financiers offrant ainsi des opportunités d'investissement important aux fonds de pension et autres fonds de placement. Enfin, les Etats vont orienter leur demande de financement public vers les marchés financiers à la faveur des déficits publics apparus dans les années 70 et du Traité de Maastricht.

Les marchés financiers sont devenus des « machines à gouverner » selon le vœu du Père Dominique Dubarle¹⁶, l'un des penseurs de la cybernétique, lequel désespère de la capacité du genre humain à se gouverner. Mais à évacuer le sens politique ainsi, il revient

13 Prix qui sont supposés refléter l'évaluation faite par « le marché » du ratio rendement/risque de l'investissement productif. Pour une critique voir A. Orléan (1999) *opt. cit.* Ed Odile Jacob

14 A. Orléan (1999) *opt. cit.*, p32.

15 P. Valéry (2014) « Le bilan de l'intelligence » Ed Allia.

16 D. Dubarle (1984) « Vers la machine à gouverner » Le Monde 28 décembre 1984.

par la fenêtre et de la pire manière. Car cette fuite du capital vers la liquidité a eu des conséquences bien réelles sur la gestion des entreprises et sur le travail.

5. Le nouvel imaginaire de maîtrise : La cybernétique et les technologies de l'information

Le point commun entre le gouvernement des marchés financiers et le nouveau management du travail est l'imaginaire de la maîtrise de la communication né avec la cybernétique. C'est un projet de maîtrise pragmatique des relations entre les objets, que ces objets soient des individus ou des machines. La cybernétique est née dans le giron des recherches militaires américaines afin de s'assurer au mieux que les ordres soient correctement exécutés quel que soit l'environnement ou la personne qui commande ou exécute.

Les conceptions de l'homme et de la société en germe dans le projet de la cybernétique sont au fondement de la tentative de dépassement de la crise de la productivité. Le projet de la cybernétique est un projet pluridisciplinaire¹⁷ ambitieux de refondation complète des sciences de l'homme, de la société fondée et de la nature sur les notions de communication et d'information¹⁸. Il s'agissait de fonder une « science nouvelle »¹⁹ et complète avec des concepts communs²⁰. Ce désir de refondation s'appuiera sur une visée pratique et politique : trouver les moyens de maîtrise et de contrôle des hommes permettant d'éviter conflits et destruction. En opposition avec les philosophies de la conscience humaine, pour la cybernétique, il s'agira d'édifier une théorie de « l'esprit sans sujet »²¹ capable de rendre compte des processus de décision et surtout capable de concevoir des outils mentaux et technologiques pour lutter contre l'imperfection et l'irrationalité humaine. L'originalité et la puissance de la cybernétique sont d'avoir identifié cette imperfection humaine à une déficience communicationnelle et non pas à des passions ou des conflits de valeurs et de sens. Ainsi, la notion d'information devient centrale dans l'analyse des sociétés et des individus. Cette notion étant une notion physique, elle ouvre à une formidable hybridation des disciplines dont la figure du cyborg sera l'emblème et plus tard la figure de « l'homme augmenté ». Elle permet de saisir sous une même théorie autant des phénomènes physiques ou biologiques comme

17 Les disciplines représentées sont la philosophie, la physique, la biologie, la psychologie et une certaine psychanalyse, les mathématiques.

18 Voir l'important ouvrage de C. Lafontaine (2004) « *L'empire de la cybernétique* » Ed. Seuil, qui recense les multiples et profondes influences de ce projet dans tous les domaines (du structuralisme français au post-modernisme jusqu'au trans-humanisme).

19 C. Lafontaine (2004) *opt. cit.* p23

20 Il faut insister sur l'influence qu'aura seconde guerre mondiale sur le projet de la cybernétique dont la matrice est américaine et militaire.

21 J. P Dupuy (1999) « Les origines des sciences cognitives » Ed. La Découverte, p112

la génétique que des phénomènes sociaux réduits à des « *processus sans sujets* »²² d'échange d'information. Dans ce cadre, l'entropie est la loi générale de l'univers et nous courrons donc inévitablement vers le désordre et la destruction : « *Nous sommes des naufragés sur une planète vouée à la mort* »²³. Mais, nous pouvons construire des îlots de résistance humaine en améliorant la communication et l'échange d'information. Et cette amélioration est fondée sur le développement des technologies de l'information issues de cet imaginaire cyborg. Les technologies et la cybernétique peuvent créer un monde plus rationnel et donc plus efficace par le contrôle et la gestion de l'information, « *un monde beaucoup moins individualiste et énormément plus rentable qui peut naître de l'application consciente de la cybernétique* »²⁴. L'efficacité c'est donc avoir l'information adéquate. En réduisant l'homme à un être porteur d'information, elle évacue le sens des questions humaines, mais surtout elle porte une critique par principe de toutes les formes de domination et de pouvoir explicites qui par essence gênent la communication d'information. La société cybernétique idéale est donc une société sans domination ni pouvoir, peuplée d'hommes efficaces car communicant parfaitement entre eux à l'aide des technologies de l'information. La rencontre de la cybernétique avec l'économie et la gestion se fera avec Herbert Simon²⁵. Il va dénoncer l'hypothèse de la rationalité économique des individus²⁶ pour lui opposer une rationalité limitée qui renouvellera profondément les sciences de gestion et les théories des organisations. Sa critique des capacités humaines est fondée sur la quantité d'information. Notre environnement est réduit à un flux de « *millions de bits de nouvelle information chaque seconde* » et nous n'avons qu'une capacité limitée à les percevoir approchant « *1000 bits par seconde, probablement moins* »²⁷. Nous prenons donc nos décisions sans atteindre l'optimalité mais en fonction de ce que nous percevons de la réalité qui, elle, est hors d'atteinte dans sa totalité. Il y a un écart entre perception et réalité qui est potentiellement source de désordre et cet écart doit être réduit par les technologies de l'information. Ce n'est pas un hasard si Herbert Simon est aussi un des pionniers de l'Intelligence artificielle comme modèle de fonctionnement de l'esprit humain et du processus de décision, mais aussi comme prothèse du cerveau humain.

6. Les effets sur l'organisation du travail et les sujets qui le font.

22 J. P Dupuy (1999) *opt. cit.* , p170

23 N. Weiner (1954) « *Cybernétique et société, l'usage humain des êtres humains* » Paris UGE coll. « 10/18 » p16 cité dans C. Lafontaine (2004) *opt. cit.* p43

24 C. Lafontaine (2004) *opt. cit.* p26

25 Il reçut le prix de la Banque de suède en l'honneur d'Alfred Nobel en 1976 pour son concept de la « rationalité limitée ».

26 dite rationalité instrumentale car elle suppose que les individus connaissent parfaitement toutes les alternatives qui s'offrent à eux et ont des capacités de calculs suffisantes pour choisir celle qui maximise leur satisfaction.

27 H. Simon (1959) « Theories of Decision-Making in Economics and Behavioral Science », *American Economic Review*, 49, no 1, p. 273

Nous avons vu qu'au début de l'industrialisation, les grandes fabriques portent dans leurs ventres même, le fruit des affinités de la science moderne avec la technique, au service d'une plus grande productivité. Que c'est là que la pensée d'une possible organisation scientifique du travail selon Taylor, va asseoir les choses : c'est-à-dire que non seulement la machine reste mais elle convoque encore le discours de la science pour un bouleversement des pratiques de travail et de ses objectifs.

Dès lors, depuis le taylorisme, puis le fordisme et enfin sous les habits du Lean management, le XXe siècle voit le management dit scientifique pénétrer toutes les entreprises, voire toutes les institutions, selon une économie qui revendique de reposer sur des connaissances rationnelles, au sens scientifique du terme...alors qu'elle s'adosse au projet cybernétique de maîtrise et de contrôle des hommes.

L'histoire du management s'effectue en suivant le balisage de modèles inspirés de théoriciens américains ou japonais pour une rationalisation toujours plus poussée du travail en vue d'augmenter son efficacité, au sens de l'efficience, c'est-à-dire de la capacité de rendement, bref de sa productivité, pour désormais sustenter les marchés financiers en dividendes.

Mais il nous faut encore nous adosser à l'histoire pour voir un peu ce qu'il s'est passé.

À ce moment-là, dans les années 80 donc, le capitalisme a changé de régime : la société industrielle mute en société de plus en plus tertiaire - à moins qu'elle ne mute en une société industrielle plus sophistiquée par le développement des techniques -, ce qui se lit dans la multiplication des activités de service ; lesquelles, de correspondre à des situations de travail fluctuantes, incertaines, voir flottantes ou contingentes parce qu'elles impliquent le lien à un autre, se glissent difficilement dans le scaphandre de la pensée taylorienne. Il devient en effet difficile dans ces conditions de travail là, d'anticiper, de planifier les gestes, les besoins, les mots, ou encore les demandes.

Dès lors, le patronat se cogne à nouveau au même contentieux qui est « au coeur du contrat de travail²⁸» et qui dissimule un enjeu, pour lui, de taille : trouver les formes d'organisation du travail et de réquisition des salariés qui prescrivent qu'il n'y ait que le management, seul, qui ait une vue sur ce qu'est le travail, la façon dont il doit se faire et ses finalités.

Là où le taylorisme inscrivait la contrainte et le contrôle dans l'organisation même du travail, le glissement vers une société de service sustenté par l'essor des techniques d'information et de communication, oblige le manager moderne à trouver un autre moyen de coercition pour garder la main. Or, la grève générale de trois semaines en 68 a résonné comme un choc sismique traumatisant du point de vue patronal : la montée en puissance de l'action syndicale et la mobilisation des salariés eux-mêmes étaient phénoménale.

28LINHART D., *Ce travail qui fait mal*, conférence donnée le 19 septembre 2012 à Lausanne, www.sud-vd.ch.

C'est ainsi qu'avant même la mise en place institutionnelle et technologique des outils de la finance, le Conseil National du Patronat Français réuni dans ses assises à Marseille en 1972 décida qu'il faut mettre en place les moyens d'action nécessaire pour « casser les logiques collectives », considérées comme problématiques quand elles mettent en péril « la possibilité d'imposer son emprise sur les salariés ²⁹», c'est-à-dire de les mettre au travail en suivant les sillons des critères et des valeurs qui sont ceux de l'entreprise.

Pour ce faire, ce n'est sans doute pas une vue de l'esprit d'envisager que le « néo-management » a pris appui sur « la critique artistique de 68 pour assurer la mutation d'une forme de pouvoir organisationnel à une autre.³⁰» Il se glisse alors dans les habits de celui qui veut répondre aux attentes, aux besoins, aux désirs, bref, aux aspirations de la contre-culture à l'initiative créatrice, à l'autonomie et au bien-être pour soi.

À partir de ce moment-là, en France, l'éventail des précautions de la politique patronale à l'oeuvre n'a de cesse de se déplier en mesures pour se rapprocher, au cas par cas, au plus près de chaque sujet au travail concerné.

6.1. Une méthode qui ne dit plus son nom

À suivre le fil que déroule Danièle Linhart, tout part d'abord d'une individualisation méthodique de la gestion des salariés et de leur organisation de travail : depuis les horaires à la carte jusqu'à la distinction des primes, voire même des salaires, il s'agit, sans le dire, de désarticuler les collectifs identifiés comme à la source des contestations et de la résistance.

La clé de voûte de cet échafaudage de dispositions c'est, au début des années 90, l'entretien individuel de chaque salarié avec son supérieur.

C'est ainsi donc que l'individualisation du rapport au travail s'opère sous le couvert de répondre aux aspirations. Excepté que finalement, d'une certaine façon, d'un côté le patron va finir par s'en remettre à l'initiative du travailleur -on pourrait dire « en lui laissant la bride sur le cou »- pour atteindre les objectifs prévus³¹ mais de l'autre, alors qu'il est pris dans des situations fluctuantes, le sujet se voit acculé à « se transformer en petit bureau du temps et des méthodes³² ». C'est-à-dire qu'il lui incombe désormais de penser systématiquement aux solutions les plus rentables pour envisager le travail qu'il a à faire. C'est-à-dire encore qu'il devient seul responsable du temps qu'il met pour faire les choses en lien avec le prix que cela coûte, dans une logique d'efficacité maximale continue qui est celle dictée par le point de vue de l'entreprise³³.

À dire vrai, pour celui qui travaille, le désir d'autonomie et d'initiative se réalise aux prix de fixer en lui les principes d'un autocontrôle qui, pour finir, vont l'amener à coller aux

29 LINHART D., *Ce travail qui fait mal*, conférence donnée le 19 septembre 2012 à Lausanne, www.sud-vd.ch.

30 DARDOT P., LAVAL C., *la nouvelle raison du monde, essai sur la société néolibérale*, Editions La découverte, Paris, 2009,2010, p411.

31 BOURBON I., *Le livre noir du management*, Paris, Bayard, 2011,p 25.

32 LINHART D., *Ce travail qui fait mal*, conférence donnée le 19 septembre 2012 à Lausanne, www.sud-vd.ch.

33 BOURBON I., *Le livre noir du management*, Paris, Bayard, 2011,p 39.

comportements professionnels attendus. Car au-delà de l'individualisation à l'œuvre, cette intériorisation, par chacun, de la temporalité taylorienne, s'accompagne « d'une offensive idéologique³⁴ » qui se caractérise notamment, dans les années 80, par la promotion du processus participatif. Il s'agit que les gens discutent entre eux : qu'il soit "chefs", subordonnés ou de services différents, l'injonction à la discussion devient la règle. L'idée sous-jacente, et qui donc ne dit pas son nom, veut d'abord que les échanges entre les salariés et leur hiérarchie se pacifient absolument -abolition du rapport de force- et par ailleurs que la discussion se fasse le véhicule pédagogique qui vise à faire entendre les contraintes de l'entreprise.

C'est à ce peloton que va se greffer ladite " culture d'entreprise". ...Et c'est ainsi qu'alors que tout ce qui faisait collectif, comme le métier, le syndicat ou la politique, se dissout progressivement dans la prescription à être un individu à part entière, l'entreprise hisse son drapeau communautaire. L'étendard s'adosse alors à la production simultanée de chartes éthique, de codes de déontologie, voire « de règles de vie pour proposer une morale du travail ³⁵ ». ...Morale de l'histoire qui ne veut plus que l'on travaille en fonction de valeurs éthiques et citoyennes pour le développement de la société dans laquelle on vit, pour faire œuvre commune, mais bien plutôt que l'on se donne pour l'entreprise en en faisant son affaire personnelle.

7. De la productivité matérielle du travail à l'efficacité du langage.

7.1. Ce qui parle

Quand bien même, « la copulation du discours capitaliste avec la science »³⁶ s'évertue à façonner des individus (c'est à dire des sujets complétés de leur plus de jouir ou coupés de leur inconscient), le sujet reste fabriqué de la même façon ! La psychanalyse nous l'apprend et je l'emprunte à Marie Jean Sauret, « le sujet, c'est ce qui parle dans l'humain », lequel, dès qu'il se met à parler éprouve que dans le langage la réponse à ce qu'il est, justement, n'y est pas. Il parle et de parler, il manque d'être. Ce manque se réserve comme une énigme, un trou dans le savoir, un réel ou encore une perte qui cause son désir. Cette perte d'être, le pousse à s'adresser à un autre auquel il suppose un savoir, en vue d'en récupérer quelque chose. Il demande son être perdu à parler à l'Autre...en conséquence, il est impossible d'envisager la structure du sujet indépendamment du lien social.

Car on peut dire que dès qu'il l'ouvre, le signifiant, S1, représente le sujet, lequel appelle nécessairement un autre signifiant, S2, (le savoir), pour signifier ce que le premier reste impuissant à signifier s'il reste isolé. (..puisque le signifiant seul ne signifie rien). Le sujet se révèle alors être l'effet de l'articulation du signifiant maître, S1, qui le représente, au savoir (S2). Ce qui vient d'ailleurs confirmer que le premier signifiant

34 LINHART D., *Ce travail qui fait mal*, conférence donnée le 19 septembre 2012 à Lausanne, www.sud-vd.ch

35 DARDOT P., LAVAL C., *la nouvelle raison du monde, essai sur la société néolibérale*, Editions La découverte, Paris, 2009,2010,

36 J Lacan (1986) « séminaire 17 », Ed Seuil p74

(S1) échoue à faire passer complètement son être de sujet au savoir. C'est ainsi, et je l'emprunte encore à Marie Jean Sauret, que « le sujet surgit comme divisé, de l'intervention de S1 sur S2, avec une perte », que Lacan écrit petit " a " dans le séminaire 17, pour désigner ce qui du sujet ne se laisse pas attraper par le signifiant (ce qui met l'Autre en échec) et qu'il qualifie de jouissance (l'inconscient et le refoulement originaire chez Freud). La jouissance comme une substance négative, (négative parce qu'il est impossible qu'elle ne manque pas) dont le sujet rencontre le défaut, dès qu'il parle. C'est le défaut du langage à absorber totalement le réel du sujet dans la représentation. La vérité de ce qu'il est, lui échappe.

Il n'y a donc pas de sujet de la parole sans le langage et sa structure.

En conséquence, tout sujet -qui consent à parler- se présente avec un rapport à la chaîne signifiante (S1>>>S2) qui définit sa structure, de sorte que si les sujets tiennent ensemble dans un même lien social, c'est parce que le signifiant qui représente chacun d'eux s'articule au savoir. Mais si les sujets tiennent ensemble d'abord parce que les signifiants s'articulent, il n'y a pas de lien social sans sujet. En bref, d'une certaine façon, le lien social c'est le rapport du sujet au lien social. Lequel se fonde sur un renoncement à la jouissance.

Ceci étant dit, nous savons aujourd'hui que le malaise dans la civilisation que Freud a identifié comme conséquence du renoncement pulsionnel (un renoncement à la jouissance donc) ne suffit plus pour rendre compte du malaise du sujet contemporain.

Car le discours de la science a poursuivi son travail de séduction sur les sujets et de sape envers les autres rationalités sous les habits de la technoscience.

7.2. Le discours de la science

Dans les entreprises, la dite science a pris l'allure du néo-management c'est-à-dire de la gestion technologique du travail (sous le couvert des progrès de l'information et de la communication) associée au mot d'ordre d'évaluation.

Alors bien sûr, dans le travail, sans doute peut-on envisager la précarité sous l'angle où elle s'affiche, où elle sévit même, sous les habits du « plan social », des licenciements dus notamment aux délocalisations ou aux fermetures d'usines, à la compétition sauvage pour trouver un emploi, à l'horizon du chômage, de la misère parfois. Mais il y a plus. Il y en a une autre pourrait-on dire. Plus sournoise, plus insidieuse... Et pourtant d'une certaine façon, on en parle partout. Cette précarité-là a à voir avec une expérience majeure de notre modernité : celle de la " décollectivisation" avait repéré Robert Castel, de la " déliaison" nous dit Colette Soler. Et comme nous l'avons vu au fil de l'histoire, au travail (on pourrait presque ajouter comme ailleurs !), dans les entreprises ou les institutions, qu'elles soient désormais publiques ou privées, la désarticulation a poussé la porte via l'individualisation progressive de la gestion des salariés, et le discours de la science a fait le reste.

Discours de la science qui distille une idéologie, le scientisme, qui gâche la science en affirmant qu'elle aurait réponse à tout, jusqu'aux questions existentielles. C'est par cet

alambic là, que l'humain s'est fait ressource pour le développement de l'entreprise, au même titre que la matière ou la technique, et par la même, un coût qu'il faut adapter en fonction des critères de rentabilité et des objectifs de la même entreprise.

D'un côté, le discours capitaliste profite de la structure du sujet désirant, qui proteste contre la frustration d'objets jamais satisfaisants. De l'autre, le discours de la science le convoque comme sujet de l'implication totale, via les outils du management entrepreneurial : lesquels sont adossés aux valeurs exhibitionnistes de maîtrise, de rationalité, de technicité et de transparence au service du despotisme de l'utile réalisation de soi-même, en fonction des finalités de l'entreprise. Finalement, le néo-management transforme toutes les activités des travailleurs (dans le travail et hors du travail) en gisement potentiel d'efficacité. Le travail dans sa dimension de productivité déborde de l'emploi. Il n'y a plus **de temps non productif**. Il va même jusqu'à mettre le langage au **travail** par sa réduction à la communication, et par là il tente de supprimer la dimension politique du travail. C'est ainsi que chaque individu est renvoyé à lui-même, on pourrait dire "à son poste", responsable de sa formation, comme de ses objectifs, de son devenir soumis à l'injonction -séductrice- de travailler sur lui-même, en vue de se transformer sans cesse, de s'améliorer, voir de se dépasser pour perfectionner ses résultats.

Ne voit-on pas là le collapsus qui s'opère entre le projet personnel et celui de l'entreprise ? Peut-être entre le singulier et le social ?

L'individu se dessine comme ce qui semble être ce qui reste du lien social. Un sujet isolé et renvoyé à ses déterminations. Toujours est-il que (nous dit-on) dans la guerre économique soutenue par le neo-management, il n'y a de place que pour les salariés vertueux, c'est-à-dire transparents : où la parole est réduite à une simple information qui les prive de la possibilité de donner du sens à leur travail.

C'est ainsi qu'à suivre encore Danièle Linhart ou Vincent de Gaulejac, l'organisation du travail s'est désormais focalisée sur la pression que l'on peut mettre sur le salarié : il s'agit qu'il renonce à son point de vue personnel, voir professionnel, (évidemment au collectif de travail s'il en reste un), pour se défoncer au boulot, selon les critères et les valeurs de l'entreprise. Pour ce faire, le néo-management s'est donné les moyens : attaque en piquée de l'expérience des salariés considérée comme une ressource fondamentale du travailleur qui pourrait lui permettre de s'opposer, voir de contester ou de résister. Et puis attaque en règle des métiers : ou là encore il y a une volonté de pousser les professionnels à travailler selon les méthodes qu'on veut qu'ils utilisent. Alors on va dire au professeur qu'est-ce que c'est qu'enseigner, et puis au médecin, qu'est-ce que c'est que soigner etc. bref que ce soit dans l'attaque de l'expérience ou du métier, ce que le management veut, c'est imposer son idéologie scientiste, un savoir sans faille, une langue idéale débarrassée des équivoques du sens.

8. Ce qui parle, encore.

Pour autant, dès qu'il consent à parler, le sujet se voit à la fois invité à se poser la question de ce qu'il est et par la même, à constater que le langage ne peut faire mieux que de le représenter.

Du fait même qu'il parle, ce sujet est coupé de ses déterminations naturelles. Son anatomie mâle ou femelle ne lui dicte pas sa conduite sexuée, pas plus que ce n'est l'instinct qui le fait tenir avec son semblable. Non, les sujets tiennent ensemble parce que les signifiants s'articulent. Et le langage, dans l'acte de parole -c'est-à-dire quand le sujet se sert du langage pour dire, en propre, quelque chose-, le langage donc, substitut à la transparence de la communication animale, le malentendu, l'équivoque intrinsèque à la parole.

Alors donc le sujet parle et de parler il éprouve qu'il manque : de là vient le désir orienté par la pulsion et la libido vers un objet qui le cause. Objet aimé comme objet de substitution -et donc marquée par l'insatisfaction- à l'endroit de la perte fondamentale de jouissance (de l'objet perdu freudien), pour que le lien social puisse se tisser.

Le désir s'oriente donc depuis le manque...

Alors ? Que suis-je ?

Bien sûr, là, on peut vouloir une réponse définitive... Mais on peut aussi (plus passionnant peut-être, plus vivant en tout cas) passer sa vie à la construire... La réponse. C'est parce qu'il manque que le sujet va "se la raconter" pourrait-on dire...car « le sujet ne peut pas faire autrement que de mettre sa vie en récit »³⁷.

Pourquoi y a-t-il un monde plutôt que rien ? Là, le sens que le sujet va produire, il va le partager avec d'autres. Et au travail, comme ailleurs. Alors, quand le néo-management s'attaque au métier ou à l'expérience du travailleur, il nous semble que c'est à cela qu'il s'attaque. Il s'attaque à son histoire de sujet, à ses valeurs, à ce avec quoi il s'est inscrit dans le lien social de son époque : pour lui, dans les liens qu'il a tissé avec ses proches (collègues, amis, amour) et pour participer à l'œuvre commune aussi.

Le management s'attaque à ce qui permet au sujet de se retourner en se disant « tient c'est pas mal ! ». Le management s'attaque à ce qui fait sens pour le sujet, ce avec quoi il se soutient dans la vie et ce sur quoi il s'appuie pour dire non à l'Autre.

Il laisse alors le sujet sans même la boussole de son fantasme pour l'orienter : le temps de voir, le temps de comprendre, et le temps de conclure, les trois temps du fantasme désormais réduits à celui de la consommation. Il laisse seul le sujet dans une temporalité amputée de son humanité, parce que sans histoire, celle de la productivité accélérée et de son compte rendu. Et quand il s'adresse à un autre, chef ou cadre, c'est le protocole qui répond. C'est désormais le protocole qui dirige, lequel dépasse la singularité. La fonction de cadre ne s'assume plus de la même manière. Sans compter que l'évaluation excepte les évaluateurs de toute responsabilité.

Le néo-management a troqué le sens que les sujets tissaient ensemble, pour la « langue métallique » (Pierre Eyguesier) du protocole technique, donc sans sujet pour l'articuler. Finalement, il a opté pour une organisation du travail à peu près inhabitable par le sujet. Aussi, les risques psychosociaux ? Risque de quoi ? Pour qui ?

De notre point de vue, le burnout est une appellation qui renvoie, en quelque sorte, à un bug d'ordinateur neuronal et qui dissimule ce qui, chez un sujet, relève de l'angoisse qu'il éprouve à ne plus pouvoir s'expliquer avec le réel auquel il a affaire. C'est-à-dire à ne plus pouvoir loger ce qu'il est de plus singulier dans le commun, sans s'y dissoudre

37 J'emprunte encore à Marie Jean Sauret cette phrase célèbre pour ses étudiants.

(ou l'inverse) : par conséquent d'être menacé par un retour de la jouissance à laquelle il a renoncé et dont aucune institution ne le protège plus. Ainsi, cette appellation sonne pour nous comme une esquivance de ce qui chez le sujet se rebelle, son symptôme.

Conclusion

Quand le capitalisme néolibéral distille dans notre société le projet global d'une expansion illimitée de la maîtrise rationnelle ; quand cet « imaginaire social » (au sens de Castoriadis) s'incarne dans la productivité du travail comme l'indicateur central des économies capitalistes qu'il s'agit, coûte que coûte, de maximiser, la clinique psychanalytique du sujet invite à faire un pas de côté : il s'agira alors de tenter de s'extirper de la suggestion qui nous est faite par le discours de la science de se penser comme une machine, une petite entreprise, ou un organisme biologique. De s'échiner à dévoiler l'objection du sujet faite à l'Autre du management, dans son dire " non", dans son dire « tout mais pas ça ! ». Et de s'attarder enfin pour tenter de dévaloriser la jouissance dans laquelle le discours capitaliste nous convoque pour nous baigner, finalement jusqu'à en crever. A dire vrai, il s'agira alors de trouver les mots pour peut-être retrouver le goût de la parole et de son articulation, pour un autre vivre ensemble.